



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la citoyenneté
et de la légalité**

Bureau de la réglementation
et des élections

ARRÊTÉ

Arrêté de prescriptions complémentaires relatives à la dérogation d'interdiction de détruire des spécimens d'espèces animales protégées, de déplacer des spécimens d'espèces végétales protégées, et de détruire des habitats d'espèces protégées sur le territoire de la commune de GUEUGNON

N°DCL-BRENV-2024-235-5

SA COGNARD

2 impasse des Royes
Chazey
71130 GUEUGNON

Carrière de Gueugnon

Lieu-dit « Chazey »

LE PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE
Chevalier de la légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du mérite

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.181-14, L.411-1 et L.411-2 et les articles R.411-1 à R.411-14 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°DCL-BRENV-2017-278-2 du 5 octobre 2017 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DCL-BRENV-2021-327-4 du 23 novembre 2021 portant dérogation à l'interdiction de détruire des spécimens d'espèces animales protégées, de déplacer des spécimens d'espèces végétales protégées, et de détruire des habitats d'espèces protégées sur le territoire de la commune de Gueugnon ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DCL-BRENV-2024-169-2 du 17 juin 2024, de prescriptions complémentaires relatives à la dérogation d'interdiction de détruire des spécimens d'espèces animales protégées, de déplacer des spécimens d'espèces végétales protégées, et de détruire des habitats d'espèces protégées sur le territoire de la commune de GUEUGNON ;

Vu la demande du 18 décembre 2023 complétée le 26 février 2024, avec tous les éléments d'appréciation, de la SA COGNARD en vue de modifier les mesures de réduction prescrites dans l'arrêté du 23 novembre 2021 susvisé ;

Vu le rapport du 21 mai 2024 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral porté à la connaissance du demandeur le 28 mai 2024 en application de l'article R.512-46-22 du code de l'environnement ;

Vu l'absence d'observations du demandeur sur ce projet dans son courrier en date du 6 juin 2024 ;

Considérant que l'installation faisant l'objet de modifications est soumise au régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2510-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,

Considérant que l'installation faisant l'objet de modifications est régulièrement autorisée par l'arrêté préfectoral du 5 octobre 2017 susvisé,

Considérant que les modifications de l'installation envisagées par la société SA COGNARD portent sur la dérogation à l'interdiction de détruire des spécimens d'espèces animales protégées, de déplacer des spécimens d'espèces végétales protégées et de détruire des habitats d'espèces protégées dans l'emprise d'exploitation de la carrière ;

Considérant que les modifications pré-considérées ne sont pas substantielles au titre de l'article R.181-46 du code de l'environnement,

Considérant que les modifications proposées (notamment la suppression de la mesure MR1 de prélèvement avant destruction de spécimens d'espèces protégées de Trèfle souterrain) n'entraînent pas d'impacts supplémentaires substantiels au titre de la réglementation des espèces protégées, dès lors que des mesures supplémentaires sont mises en œuvre comme la gestion conservatoire des parcelles prairiales existantes et la création-renaturation de la partie remblayée à l'ouest du plan d'eau existant ;

Considérant qu'il convient de prescrire par arrêté préfectoral complémentaire les modifications apportées aux mesures de réduction et de suivi proposées par le pétitionnaire et renforcées par le service instructeur ;

Considérant que l'annexe en page 6 de l'arrêté préfectoral n° DCL-BRENV-2024-169-2 du 17 juin 2024 susvisé ne concerne pas cette installation ;

Sur proposition de madame la secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire ;

ARRÊTE

ARTICLE 1

L'arrêté préfectoral n° DCL-BRENV-2024-169-2 du 17 juin 2024 est abrogé.

ARTICLE 2 – IDENTIFICATION

L'arrêté préfectoral complémentaire n° DCL-BRENV-2021-327-4 du 23 novembre 2021 autorisant la SA COGNARD, dont le siège social est situé 2, impasses des Royes, Chazey - 71130 GUEUGNON, à déroger aux interdictions relatives aux espèces protégées, sur le territoire de la commune de Gueugnon au lieu-dit « Chazey », est modifié et complété par les dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 3 – CONDITIONS DE LA DÉROGATION

Les dispositions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°DCL-BRENV-2021-327-4 du 23 novembre 2021 sont complétées par les dispositions suivantes :

- **MESURES DE RÉDUCTION**

- la mesure *MR1* : prélèvement et sauvetage avant destruction de spécimens d'espèces protégées est abrogée,
- la mesure *MR2* : gestion écologique des habitats dans la zone d'emprise du projet est modifiée et renommée comme suit :

***MR2* : Gestion conservatoire des parcelles prairiales**

La gestion mise en œuvre doit permettre la conservation et le développement du Trèfle souterrain sur la parcelle entre l'Arroux et la zone d'extraction (de 7,61 ha) et à terme (après les 6 premières années et selon bilan) sur la future parcelle renaturée à l'ouest de la zone d'emprise de la carrière (Trou du lait, sur 1,8 ha) .

La mesure de gestion consiste en un pâturage extensif dans la limite de 20 génisses du 1^{er} avril au 15 juillet, sans amendement, ni fertilisant et sans déprimage, mis en œuvre par un exploitant agricole sous convention avec la société COGNARD, en respectant les recommandations de la fiche A1 en annexe 1 .

La localisation des mesures est illustrée en annexe 4.

La ***MR4*** est complétée de la manière suivante :

Les mesures de lutte contre la propagation des espèces exotiques envahissantes s'appliquent sur la zone de remblai située à l'ouest de la zone d'emprise dénommée Trou du lait, en mettant en œuvre les mesures énoncées sur la fiche B1 en annexe 2.

MR5 : Création et renaturation de la partie remblayée à l'ouest du plan d'eau existant, dénommée Trou du lait, sur 1,8 ha

Cette mesure a pour but de recréer une prairie mésophile en gestion extensive sur la zone de remblai.

La reconstitution de la prairie se fait en respectant les détails techniques de la fiche C1 en annexe 3. Les semis sont issus du Label Végétal local ou assimilé.

L'objectif est d'aboutir à une prairie permettant l'installation naturelle du Trèfle souterrain.

La gestion de la prairie est prévue par fauche tardive, avec exportation, pendant 6 ans avec un suivi annuel et bilan complet de l'état de conservation de la prairie à l'issue des 6 premières années. Le bilan, à l'issue des 6 ans, doit proposer un plan de gestion définitif ayant vocation à relever de la *MR2*.

- **MESURES DE SUIVI**

Les mesures de suivis de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2021 susvisé sont abrogées et remplacées par les mesures suivantes :

Un suivi des mesures d'évitement, de réduction et d'accompagnement doit être mis en œuvre.

- Pendant la phase des travaux, la bonne mise en œuvre des mesures d'évitement, de réduction et d'accompagnement doit être suivie par un écologue.
- Pendant la phase d'exploitation de la carrière, le suivi est effectué pour assurer la bonne mise en œuvre des mesures d'évitement, de réduction et d'accompagnement et pour déterminer si des espèces protégées sont présentes sur la zone d'emprise et sur la zone de remblai. Ces suivis sont réalisés aux années n+1, n+3, n+5, puis tous les 5 ans pendant la durée d'exploitation de la carrière ; n étant l'année de délivrance de la présente décision.

Les suivis doivent intégrer les suivis spécifiques indiqués sur les fiches A1, B1 et C1 en annexes.



Un ajustement des mesures prescrites pourra être proposé par l'écologue, lors de ce suivi.

Les objectifs de ce suivi sont :

- évaluer l'efficacité des mesures d'évitement et de réduction ;
- évaluer la pertinence des mesures de gestion mises en œuvre au travers de l'évolution des habitats naturels ;
- étudier l'évolution des populations et des espèces protégées concernées (présentes à l'état initial et à venir) à intégrer dans un suivi des populations et des espèces à l'échelle de l'infrastructure ;
- établir un retour d'expérience sur ce type de projet ;
- réajuster certaines modalités de gestion afin d'optimiser la plus-value environnementale de chaque mesure.

Ce suivi fait l'objet de comptes-rendus, qui sont transmis au plus tard le 31 décembre de l'année du suivi au service Biodiversité Eau Patrimoine de la DREAL.

Chaque compte-rendu comprend, outre les évaluations des mesures et éventuelles propositions d'action de correction, a minima, les éléments suivants relatifs aux inventaires, lesquels doivent également être fournis au format tableur informatique :

- le nom de l'opérateur ;
- les noms scientifiques et vernaculaires de chaque espèce ;
- le lieu d'observation (coordonnées GPS, si possible en Lambert 93 ou préciser la projection) ;
- la date de l'opération.

Ces données sont intégrées dans les bases de données de la DREAL. La DREAL pourra librement utiliser tous acquis bruts ou transformés relatifs à la connaissance des milieux naturels et des espèces (rapports et documents graphiques et cartographiques, données floristiques et faunistiques, données géographiques...), même partielles. Cette utilisation s'exercera dans le strict respect des droits moraux de l'auteur.

ARTICLE 4 - DROIT DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent exclusivement réservés.

ARTICLE 5 - NOTIFICATION ET PUBLICITÉ

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant dont le siège social est situé 2 impasse des Royes – Chazey - 71130 GUEUGNON.

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré pendant une durée minimale de quatre mois.

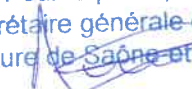
Cet arrêté est affiché en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44.

ARTICLE 6 - EXÉCUTION ET COPIES

Mme la secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire, M. le sous-préfet de Charolles, M. le maire de Gueugnon, M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur sera adressée.

Fait à Mâcon, le **22 AOUT 2024**

Le Préfet

Pour le préfet,
la secrétaire générale de la
préfecture de Saône-et-Loire

Agnès CHAVANON

DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

En application des articles L.181-17 et R.181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative territorialement compétente :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.181-3 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

La décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté portant enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.


Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

OBLIGATION DE NOTIFICATION DES RECOURS

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).

Annexe 1

Fiche A1	Plan de pâturage en faveur de <i>Trifolium subterraneum</i> .
<p>Description et justification de l'action</p> <p>Actuellement, l'ensemble des parcelles concernées est soumis à un pâturage intensif et l'habitat identifié aujourd'hui peut être rapporté aux prairies eutrophes pâturées du <i>Cynosuro cristati</i> - <i>Lolietum perennis</i> Braun-Blanq. & de Leeuw 1936 dans une variante sur sols sableux ou subsistent de façon éparse quelques pieds d'espèces de pelouses tel <i>Eryngium campestre</i> ou dans les tonsures des espèces du <i>Thero-Airion</i> tel <i>Erodium cicutarium</i>. L'enjeu est toutefois réhaussé par la présence d'une espèce protégée en Bourgogne : <i>Trifolium subterraneum</i>.</p> <p>L'action A1 vise à :</p> <ul style="list-style-type: none"> La mise en place d'une mesure de gestion pastorale plus extensive permettant de combiner des objectifs d'extension de <i>Trifolium subterraneum</i> et d'améliorer l'état de conservation de son habitat, favorable au développement d'autres espèces végétales potentiellement patrimoniales 	<p>Localisation/Illustration</p>  <p><i>Localisation des parcelles concernées (7,61 ha) © BIOTOPE</i> <i>Hachures : localisation actuelle de Trifolium subterraneum</i></p>

Détails techniques des interventions	Intervenants et partenaires potentiels						
<p>Les parcelles concernées sont actuellement en maîtrise foncière par la Société Cognard.</p> <ul style="list-style-type: none">Sur l'ensemble des parcelles concernées, pâturage extensif dans la limite de 20 génisses race charolaise du 1^{er} avril au 15 juillet.Absence totale d'amendement et de fertilisant.Déprimage interdit. <p>Calcul selon la formule : $UGB/ha/an(0,6)^2 \times 365 \times \text{surface}(ha) / \text{équivalent UGB de l'animal}(0,8 \text{ pour les génisses}) \times \text{nombre de bêtes}$.</p> <p>Les mesures de suivis (mesures SU ci-dessous) viseront à conforter ou à réorienter les modes de gestion de ces 2 parcelles.</p>	 <p><u>Prairie pâturée concernée par la mesure A1 © COGNARD-2023</u></p> <p>Partenaire : Agriculteur conventionné avec la société COGNARD Parcelles n° BE0001 et BE0002 pour parties</p>						
Echéancier / Calendrier							
	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030 à 2039
A1	Pâturage avril à juillet	Pâturage avril à juillet	Pâturage avril à juillet	Pâturage avril à juillet	Pâturage avril à juillet	A repositionner selon nouveau plan de pâturage	
SU1	Suivi <i>Trifolium subterraneum</i>	Suivi <i>Trifolium subterraneum</i>	Suivi <i>Trifolium subterraneum</i>		Suivi <i>Trifolium subterraneum</i>		
SU2					Bilan complet des prairies		
SU3					Nouveau plan de pâturage		
Suivi / Indicateur							
<ul style="list-style-type: none">Suivis des espèces patrimoniales floristiquesComposition spécifique des formations prairialesCartographie des formations végétales							
A réévaluer à l'issue de la mesure SU3							
Actions à coordonner avec les mesures de suivi ci-dessous							
<p>SU1 - Effectuer un suivi de l'évolution de la population de <i>Trifolium subterraneum</i> au sein des parcelles pâturées (rapport annuel). Evolution surfacique des populations et de leur densité. Protocole identique à appliquer chaque année.</p> <p>SU2 - Réaliser un bilan complet de l'état de conservation des prairies pâturées (Analyse phytosociologique et cartographie des habitats).</p> <p>SU3 - Analyser les itinéraires de gestion du plan de pâturage et proposer un plan de pâturage définitif, avec mesures de suivis, permettant d'évaluer les atteintes de résultats vis à vis du <i>Trifolium subterraneum</i> et de l'état de conservation des prairies.</p>							

Vu pour être annexé à
notre arrêté en date de ce jour


AdDon, le



22 AOUT 2024

Pour le préfet,
la secrétaire générale de la
préfecture de Saône-et-Loire

Agnès CHAVANON

Annexe 2

Fiche B1	Recommandations de gestions des espèces invasives notées à proximité de la zone de remblais.
Description et justification de l'action	Localisation
<p>L'état initial a permis de mettre en évidence la présence de 2 espèces végétales considérées comme exotiques envahissantes au contact du remblai faisant l'objet d'une mesure de reconstitution d'un habitat prairial: Raisin d'Amérique (<i>Phytolacca americana</i>) et Vergerette annuelle (<i>Erigeron annuus</i>).</p> <p>Cependant, dans la classification du CBNBP (2016), la Vergerette annuelle est classée en catégorie 3 (Taxons exotiques se propageant dans les milieux non patrimoniaux fortement perturbés par les activités humaines) et le Raisin d'Amérique est classé en catégorie 2 (Taxon exotique émergent dont l'ampleur de la propagation n'est pas connue ou reste encore limitée). De ce fait, seul le Raisin d'Amérique peut potentiellement entraîner un impact pour la biodiversité et les milieux naturels.</p> <p>Population :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Raisin d'Amérique : moins de 5 pieds dans un bosquet. • Vergerette annuelle : Quelques pieds en lisière du bosquet, mais potentiellement présent sur l'ensemble de la zone remblayée. <p>L'action B1 vise à :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Proposer des recommandations de gestion de ces 2 espèces. 	 <p>Raisin d'Amérique (étoile rouge). Vergerette annuelle (étoile jaune). Secteur remblayé (polygone brun).</p> <p>BIOTOPE</p>

Description et détails techniques des interventions	
<p>Raisin d'Amérique (<i>Phytolacca americana</i>) Plante vivace herbacée, grande et vigoureuse pouvant mesurer jusqu'à 3 m.</p>  <p>Reproduction sexuée : La plante émerge soit de la souche vers la fin du mois de mai, soit de la germination des graines vers la mi-juin. Les fleurs commencent à apparaître vers la fin du mois de juin et peuvent être produites au sommet des grappes jusqu'à l'automne. Le raisin d'Amérique est majoritairement autogame et presque toutes les fleurs se développent en fruits. Les graines sont viables dans le sol pendant 40 ans au minimum.</p> <p>Propagation : <i>Phytolacca americana</i> est souvent dispersé par les oiseaux. En forêt de Fontainebleau, il a été observé que l'apparition du <i>Phytolacca</i> dans les clairières forestières débutait toujours par le centre de la clairière, ce qui pose l'hypothèse que les cervidés seraient aussi un vecteur de dissémination.</p> <p>Gestion :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Arrachage manuel : <ul style="list-style-type: none"> ◦ Plants de petite taille, immatures et isolés. Arrachage manuel soigné, qui extrait la totalité du système racinaire et laisse la plante hors sol. ◦ Plants de grande taille sans baies mûres. Arrachage manuel rapide de la partie viable de la racine principale, qui privilégie le traitement de l'intégralité de l'îlot plutôt qu'un effort concentré sur quelques individus. ◦ Plants de grande taille avec baies mûres. Récolte soigneuse des grappes puis mise en fosse profonde sur site. Les plants dépouillés peuvent être rapidement arrachés ensuite. • Mécanique : Une coupe ou broyage avant fructification permet de limiter la colonisation surtout si elle est suivie d'une régénération de la végétation naturelle. 	<p>Vergerette annuelle (<i>Erigeron annuus</i>) Plante bisannuelle, de 30 cm à 1 m, à tige dressée, rameuse au sommet.</p>  <p>Reproduction sexuée : Floraison de juin à octobre et produisant de nombreuses graines surmontés d'une aigrette (jusqu'à 250 000 graines par pied).</p> <p>Propagation : Dissémination essentiellement par le vent sur plusieurs kilomètres. Les graines sont viables dans le sol pendant 1 à 3 ans</p> <p>Gestion : <i>Erigeron annuus</i> colonise préférentiellement les terres nues. Il convient alors de végétaliser rapidement les terrains mis à nu.</p> <p>En cas d'invasion de l'espèce : Fauche répétée et régulière pendant plusieurs années à réaliser avant la floraison. Pour les petites stations, préférer l'arrachage manuel toutes les 3 à 4 semaines de mai à octobre.</p> <p>Enfouissement possible des pieds ne contenant ni fleurs, ni graines. Elimination en centre de compostage des pieds fleuris ou en graines ou exportés en dehors du site et brûlés (sous réserve du respect de la réglementation). L'espèce a la capacité de murir ses fruits après l'arrachage.</p>




Vu pour être annexe à
notre arrêté en date de ce jour

à Saône, le 22 AOUT 2024

Pour le préfet,
la secrétaire générale de la
préfecture de Saône-et-Loire

Agnès CHAVANON

Annexe 3

Fiche C1	Recréer une prairie mésophile en gestion extensive
<p>Description et justification de l'action</p> <p>Les prairies strictement fauchées présentent une forte diversité spécifique et une structure adaptée au cortège faunistique caractéristique de ces systèmes. Une gestion extensive (dates de fauche tardive, absence de fertilisation) est le garant du maintien de la formation en bon état de conservation.</p> <p>L'objectif premier est de développer des modèles prairiaux en gestion extensive adaptés aux facteurs écologiques locales et comportant des cortèges floristiques favorables à l'entomofaune. Le trèfle des près (<i>Trifolium pratense</i>) est par exemple très attractif pour les bourdons, la Centaurée (<i>Centaurea jacea</i>) attire tant les abeilles domestiques que les abeilles sauvages et les bourdons. Le mélange herbacé proposé ci-dessous propose une diversité d'espèces des prairies de fauche de la Vallée de l'Arroux.</p> <p>Il est prévu de reconstituer une prairie gérée strictement en fauche dans un premier temps. Un bilan complet de l'état de conservation de la prairie reconstituée à l'issu des 6 ans permettra d'affiner les modalités de gestion et permettra de proposer un itinéraire définitif (fauche, fauche/pâturage, pâturage extensif) en faveur des espèces patrimoniales et de l'habitat.</p> <p>Le secteur concerné correspond à la zone de remblais issus des matériaux de découverte du site.</p> <p>L'action C1 vise à :</p> <ul style="list-style-type: none"> Reconstituer une prairie mésophile en gestion extensive Favoriser la constitution d'habitats d'espèces potentiellement patrimoniales et notamment <i>Trifolium subterraneum</i> 	
<p>Localisation/Illustration</p> <div data-bbox="363 920 884 1576">  <p><u>Localisation de la zone remblayée (surface de 1,8 ha)</u></p> </div> <div data-bbox="1027 904 1372 1178">  <p><u>Zone de remblais actuelle ©</u> <u>COGNARD.</u></p> </div> <div data-bbox="1027 1240 1372 1532">  <p><u>Prairie mésophile de fauche ©</u> <u>BIOTOPE</u></p> </div>	
<p>Détails techniques des interventions</p> <p>La prairie sera reconstituée par labour et semis d'un cortège d'espèces végétales caractéristiques de l'habitat objectif (cf. infra). Les travaux seront réalisés en fin d'été/début automne 2025 (attendre une période pluvieuse), après travaux éventuels d'élimination des espèces végétales invasives. La gestion de la prairie reconstituée sera réalisée dès 2026 et annuellement par :</p> <ul style="list-style-type: none"> Fauche avec exportation au 15 juillet. Absence totale d'amendement et de fertilisant. Pas de pâturage sur les parcelles concernées les 6 premières années. 	<p>Intervenants et partenaires potentiels</p> <p>Partenaires potentiels : Producteurs labellisés « Végétal local », région Massif central. Agriculteur en convention avec la société Cognard</p>

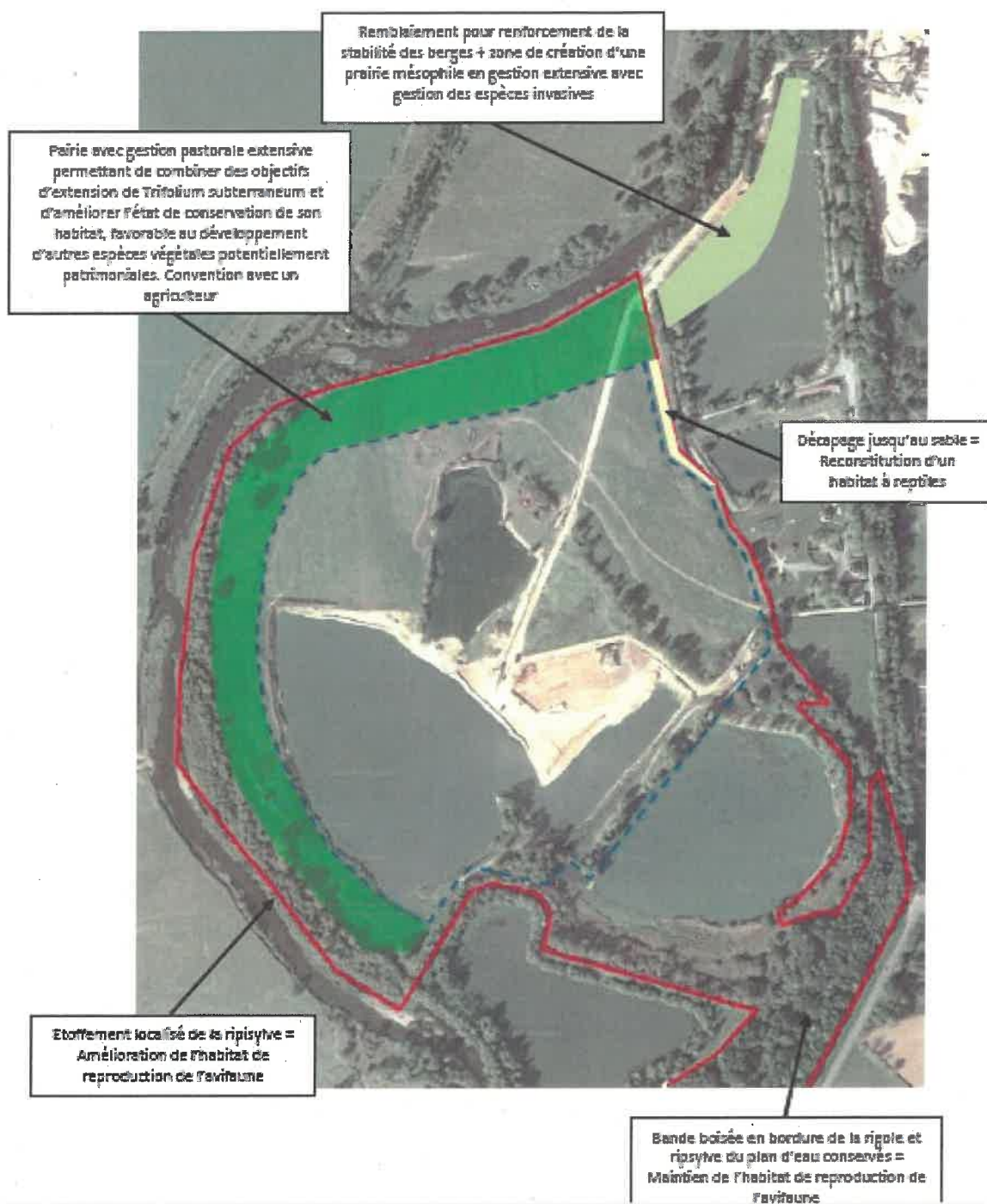
Annexe 3 (Suite)

Composition spécifique							
Poacées				Dicotylédones			
Arrhenatherum elatius Poa pratensis Trisetum flavescens				Trifolium pratense Lotus corniculatus Lathyrus pratensis		Daucus carota Achillea millefolium Rumex acetosa	
Festuca rubra Anthoxanthum odoratum Agrostis capillaris				Leucanthemum ircutianum Tragopogon pratensis Centaurea jacea Ranunculus bulbosus			
Echéancier / Calendrier							
	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031 à 2040
C1	Semis	Fauche au 15 juillet	Fauche au 15 juillet	Fauche au 15 juillet	Fauche au 15 juillet	Fauche au 15 juillet	A repositionner suite au bilan complet
SUC1		Suivi de la prairie	Suivi de la prairie			Suivi de la prairie	
SUC2						Bilan complet	
Suivi / Indicateur							
<ul style="list-style-type: none">Suivis de la composition spécifique de la parcelleAnalyse de l'état de conservation de la prairie							
Eléments de coût chiffré							
Prix des semences		350 €/ha					
Actions à coordonner avec les mesures de suivi ci-dessous							
SUC1 : Réaliser un suivi annuel de l'efficacité des travaux de reconstitution de la prairie.							
SUC2 : Réaliser un bilan complet de l'état de conservation de la prairie reconstituée (Analyse phytosociologique, inventaire floristique exhaustif et cartographie des habitats). Proposer un plan de gestion définitif.							

Vu pour être annexé à
notre arrêté en date de ce jour
Mâcon, le 22 AOÛT 2024

Pour le préfet,
la secrétaire générale de la
préfecture de Saône-et-Loire
Agnès CHAVANON

Annexe 4



Vu pour être annexé à
notre arrêté en date de ce jour

Macon, le

22 AOÛT 2024

Pour le préfet,
la secrétaire générale de la
préfecture de Saône-et-Loire

Agnès CHAVANON